

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 12/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ID LOGISTIC

410 route du Moulin de Losque
BP 70132
84300 Cavaillon

Références : 0005403146/2023-129

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement ID LOGISTIC implanté ZI du Layer voie Romaine 21110 Genlis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ID LOGISTIC
- ZI du Layer voie Romaine 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005403146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

ID Logistics est un groupe international proposant une offre globale « supply chain » (gestion de la

chaîne logistique) qui regroupe l'ensemble des opérations logistiques de l'amont jusqu'à la distribution finale.

ID LOGISTICS à Genlis effectue le stockage de produits pour ses clients. L'activité de stockage est soumise à autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- exercice POI ;
- plan d'urgence ;
- stratégie de défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	/	Sans objet
8	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	/	Sans objet
13	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consultation POI	Autre du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	/	Sans objet
6	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	/	Sans objet
9	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)	/	Sans objet
10	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	/	Sans objet
11	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)	/	Sans objet
12	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)	/	Sans objet
14	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, un exercice POI a été réalisé en présence des pompiers.

La mise en pratique du nouveau document POI a été testée. L'exploitant a rédigé le document en application de l'AM du 26/05/2014. Il est apparu que celui-ci maîtrise globalement les procédures d'urgence de son POI.

Néanmoins, certains points restent encore à améliorer et notamment la délégation des tâches par le Directeur des Opérations Internes (DOI).

Le document POI doit également être complété dès la finalisation du contrat pour les prélèvements environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consultation POI

Référence réglementaire : Autre du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail.
Constats : Le POI a été présenté à l'encadrement du site à Genlis lors d'une réunion le 17/02/2023. Le rôle de chaque encadrant (chef d'équipe, responsable de service, responsable d'exploitation) a été présenté. Le comité social et économique se trouvant au siège, les consultations n'ont pas été organisées. Les employés n'ont pas connaissance de l'ensemble du POI. En revanche, les schémas d'alerte et les consignes d'évacuation et de sécurité sont affichés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le personnel est formé à travers une visite sécurité, qui a lieu à l'embauche, réalisée par un encadrant. La visite sécurité est accompagnée par une séance de réalité virtuelle sur les sujets "risques" et notamment l'incendie. Les entreprises sous-traitantes sont informées sur la conduite à tenir en cas d'accident, ainsi que sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En effet, l'exploitant élabore un plan de prévention avec l'entreprise sous-traitante et lui transmet les consignes générales de sécurité avant le commencement des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Constats : Le document POI date du mois de février 2023. Il s'agit d'une première version mise à jours en fonction des exigences de AM du 26/05/2014.</p> <p>Le POI contient également le Plan de défense incendie datant du 31 janvier 2022 et mis à jour le 7 février 2023. Il a été rédigé par le cabinet AGMS.</p> <p>Lors de l'inspection un exercice POI, en présence de pompiers en formation, a été organisé.</p> <p>La chronologie des événements est la suivante:</p> <p>08:40 - mise en place de machine à fumée dans la cellule D;</p> <p>08:48 - un employé signale la présence de fumée dans la cellule D, suivi par un cariste qui confirme l'information en précisant qu'il ne sait pas comment déclencher l'alarme ;</p> <p>08:49 - le cariste est renvoyé par le Responsable de l'intervention pour déclencher l'alarme dans la cellule D (le responsable de l'intervention a précisé par la suite qu'il a renvoyé le cariste afin de respecter la suite du scénario de l'exercice);</p> <p>08:50 - l'alarme est déclenchée ;</p> <p>08:51 - l'appel des pompiers est réalisé par un responsable de service sur ordre du DOI ;</p> <p>08:50/ 08h54 - l'évacuation est réalisée dans le calme, les serre-fils et guide-fils ont accompli leurs rôles - les locaux ont été vérifiés et les ouvertures du bâtiment de côté PPG ont été bloquées;</p> <p>08:52 - une personne s'est placée à l'entrée du site pour accueillir les secours ;</p> <p>08:55 - l'appel effectué au point de rassemblement par le Responsable Évacuation est terminé ;</p> <p>08:59 - le Directeur des Opérations Internes (DOI) donne l'ordre de couper les sources d'énergie et les pompes de relevage ;</p> <p>09:00 - la première pompe de relevage (près du local POI) est coupée par le Directeur des Opérations Internes (DOI) ;</p> <p>09:02 - les pompiers arrivent, ils sont accueillis par le Directeur des Opérations Internes (DOI) ;</p> <p>09:02 - l'électricité est coupée ;</p> <p>09:03 - l'arrivée du gaz et les deux pompes de relevages restantes sont coupées ;</p> <p>09:03/09:05 - le Directeur des Opérations Internes (DOI) informe les pompiers sur la situation sur le site. Les échanges ont lieu à l'abri dans le local POI, où se trouvent les plans du site, les clés d'accès et la documentation du site ; L'état des stocks est communiqué aux pompiers ;</p> <p>09:06 - le Directeur des Opérations Internes (DOI) trouve la personne manquante à l'appel ;</p> <p>09:08 - le Directeur des Opérations Internes (DOI) referme le portail qui sépare ID Logistics de PPG.</p> <p>09:31 - Reprise de l'activité du site sauf pour la cellule D ;</p> <p>Jusqu'à 10:00 - Poursuite de l'action des pompiers sur le site.</p> <p>A l'issue de cet exercice, quelques observations ont été relevées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des employés connaît la manière de déclencher

<ul style="list-style-type: none"> l'alarme incendie ; réfléchir à une meilleure identification visuelle des serre-fils et guide-fils, notamment pour les visiteurs du site ; réduire le délai de coupures des sources d'énergie lors d'un sinistre ; les missions du DOI sont à préciser ainsi que sa localisation. Le DOI doit notamment s'appuyer sur une équipe pour effectuer ses missions ; les marquages au sol, annonçant les changements de cellules, doivent être bien visibles ; les portes d'évacuation doivent être visibles de l'extérieur la nuit ; l'exploitant doit réfléchir sur l'accessibilité des clés pour les portes d'évacuations ; l'emplacement des voies pour les échelles de pompiers doit être marqué ; les marquages de murs coupe-feu devraient être réalisés à l'extérieur du bâtiment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'équipement (sprinklage, RIA, extincteurs, réserves d'eau, les PI et réserve émulseurs) est interne au site. Il est disponible à chaque instant et contrôlé régulièrement.</p> <p>Le site dispose de 5 poteaux incendie privatifs alimentés sur le réseau d'eau de la ville et d'une réserve d'eau incendie équipée d'un raccord pompier d'une capacité de 480 m³.</p> <p>Les vérifications, par sondage des moyens de lutte contre incendie, ont été effectuées lors de l'inspection du 13 février dernier. Les rapports de vérifications n'appelaient pas de remarque.</p> <p>Concernant la disponibilité des personnels l'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>L'équipe de première intervention est présentée dans le Plan de défense incendie à la page 17. Elle est répartie en 2 équipes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Les noms et fonctions des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence sont bien spécifiés dans le POI. Le Directeur des Opérations Internes (DOI) déclenche le POI et le PC de crise - cette information est précisée dans la partie « Organisation du commandement » (page 2 de POI). La fonction et les coordonnées du Directeur des Opérations Internes (DOI) sont notées à la page 1 de la partie « Contact POI ». Les responsables des mesures à prendre sur le site sont désignés par le Directeur des Opérations Internes (DOI) parmi les encadrants du site. Les fonctions et coordonnées du DOI sont notées à la page 1 de la partie « Contact POI ». Par ailleurs, dès que le POI est déclenché, l'organisation du commandement est décrite par le schéma spécifique à la page 4. Celui-ci spécifie les acteurs au PC Exploitation et sur le lieu du sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023, L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats : Le Directeur des Opérations Internes (DOI) est en charge d'informer la DREAL, la Préfecture et la Mairie sur les événements survenant sur le site. L'information est précisée dans la partie « Organisation du commandement » – missions page 2 de POI. La fonction et les coordonnées du DOI sont notées à la page 1 de la partie « Contact POI »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>Constats : L'exploitant a bien établi les fiches événements pour l'incendie des différentes cellules et du bâtiment H91. Les intérêts à proximité, les moyens d'intervention ainsi que les actions à menées y sont répertoriés. En revanche, elles ne sont pas à jour par rapport au plan du site. Il a été relevé également qu'à la page 3 du POI les emplacements des événements retenus ne correspondent pas au plan de la page 4 (cellule 1a, 1b, 2 pour la page 3 et cellule A, B, C, D pour le plan). Il en est de même notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la vue d'ensemble de la page 5 du Plan de défense incendie ; • le registre journal ; • les premiers prélèvements environnementaux. • Les noms des bâtiments <p><u>Observation 1 :</u> L'ensemble du POI et des documents s'y rapportant doit être cohérent</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Le schéma en 10 étapes à la page 6 du Plan défense incendie précise la conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte. La mise en place des guide-fils et serre-fils (page 18 du POI) contribue à une évacuation efficace du personnel. En revanche, le POI ne contient pas de description de cette mise en place. <u>Observation 2 :</u> Les rôles des guide-fils et serre-fils devraient être décrits dans le POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Le POI dispose d'une « Fiche d'alerte des autorités », dont la Préfecture de la Côte d'Or pour l'informer si le DOI estime qu'il existe la nécessité de déclenchement du PPI. Le formulaire offre le choix entre les événements suivants : <ul style="list-style-type: none">• incendie ;• explosion ;• fuite de produits dangereux ;• autres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. Les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats : Le schéma en 10 étapes à la page 6 du Plan défense incendie précise dans le point 9 que le responsable du site, le responsable de services ou le chef d'équipe est chargé d'ouvrir le portail aux pompiers et interdire l'accès à tout autre véhicule. Dans le point 10, il est indiqué que le responsable du site, le responsable de services ou le chef d'équipe est chargé d'accueillir les services de secours et leur rendre compte des actions mises en œuvre et le résultat du recensement des personnes évacuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
Constats : Le schéma en 10 étapes à la page 6 du Plan défense incendie précise dans le point 9 que le responsable du site, le responsable de services ou le chef d'équipe est chargé d'ouvrir le portail aux pompiers et interdire l'accès à tout autre véhicule. Dans le point 10, il est indiqué que le responsable du site, le responsable de services ou le chef d'équipe est chargé d'accueillir les services de secours et leur rendre compte des actions mises en œuvre et le résultat du recensement des personnes évacuées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
Constats : Il n'y a pas de mesure d'atténuation à prendre hors site. L'étude des flux thermiques indique que les effets sont maintenus sur le site. Les autres bâtiments et la route sont éloignés du site. Seul le site de PPG, le client de ID Logistics se trouve à proximité, mais hors zone d'effet. L'exploitant a prévu de partager son POI avec PPG. L'exploitant prévoit également d'établir une convention pour avoir accès, dans le cas d'impossibilité d'utiliser son propre local POI, au local POI de la société PPG et vis-et-versa. Par ailleurs, le schéma en 10 étapes à la page 6 du Plan défense incendie précise dans le point 7 que le responsable du site est chargé de prévenir le voisin – PPG du sinistre. Le nom et le n° de téléphone de la personne à informer y sont cités
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : Le sujet des premiers prélèvements environnementaux a bien été abordé dans la nouvelle version du POI. L'exploitant dresse une liste de produits stockés, par cellule, en précisant l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'environnement et les voisinages L'exploitant dit avoir contractualisé avec un sous-traitant localisé à Chartes pour les prélèvements et les analyses, pour l'ensemble de ses sites. Une distanciation entre les prélèvements à l'intérieur et à l'extérieur du site est marquée dans le document. Selon le POI, la stratégie de prélèvements environnementaux à l'extérieur du site va tenir compte des substances susceptibles d'être mises en cas d'incendie et des conditions météorologiques le jour du sinistre. Selon l'exploitant, des démarches ont été engagées afin d'étudier la possibilité d'avoir des contrats avec des laboratoires situés plus proche des sites d'ID Logistics. Il doit être encore établi si le délai intervention pour les prélèvements est intéressant. Dans le cas contraire, l'exploitant fera l'appel à un autre prestataires à proximité du site de Genlis. <u>Observation 3 :</u> L'exploitant complètera son POI dès que le contrat avec le prestataire choisi sera signé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Le point concernant la remise en état et le nettoyage de l'environnement est bien présent dans le POI. Selon le document, l'exploitant ajustera les moyens à mettre en place en fonction des résultats de prélèvements, de l'équipement détruit, de la pollution estimée sur sol, de l'état des enrobés et les dégâts éventuels sur les voisinages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet